



AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

PETITS TRAVAUX D'ENTRETIEN D'ÉLECTRICITÉ DES RÉSIDENCES DE L'AGENCE BAGATELLE



NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ
Mme Claudine FRÈCHE - Directrice Générale.
407, avenue du Professeur E. Antonelli - CS 15590.
34074 MONTPELLIER cedex 3.
Tél. : 04 99 52 75 00.
Mèl : smarches@acmhhabitat.fr
Web : <http://www.acmhhabitat.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
L'avis implique un marché public.

OBJET : Petits travaux d'entretien d'électricité des résidences de l'agence Bagatelle.

Référence acheteur : 2017-114.

Type de marché : Travaux.

Procédure : Procédure adaptée.

Durée : 12 mois.

Description : La consultation est passée en vertu de l'ordonnance N° 2015-899 du 23/07/2015 et en application des articles 27, 78 et 80 du Décret N° 2016-360 du 25/03/2016. Le marché sera un accord cadre avec attributaire unique et émission de bons de commande.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.

Les variantes sont refusées.

Quantité/étendue :

Petit travaux d'entretien d'électricité pour 54 résidences et 2 800 logements de l'agence BAGATELLE.

Volume annuel de la commande :

- Mini : 50 000,00 euros HT.

- Maxi : 200 000,00 euros HT.

Reconductions : oui.

Nombre de reconductions éventuelles : 2.

CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT :

Cautionnement : Aucune garantie n'est exigée.

Financement : Il sera fait application des articles 110 à 131 du Décret N° 2016-360 du 25/03/2016. Le délai de paiement est de 30 jours. Les modalités de règlement des comptes sont celles du CCAG Travaux. Les travaux seront financés par le biais de fonds propres.

Forme juridique : Les G.M.E sont autorisés.

En cas de groupement conjoint :

a) Le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

b) La personne publique pourra si nécessaire, transformer ledit groupement, en groupement solidaire après que le marché lui ait été attribué et en tous cas, avant la notification.

Conditions particulières d'exécution : NON.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :
Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Autres renseignements demandés :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 51-II du Décret N° 2016-360 du 25/03/2016 concernant les interdictions de soumissionner

- Critères de sélection des candidatures : Garanties techniques et financières.

Marché réservé : NON.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

• 60 % : Prix.

• 40 % : Technique.

Détail de la sous pondération technique :

Effectif de l'entreprise amené à exécuter le présent marché (Note/5).

Disponibilité annuelle (Note/5).

Délai de prise de rendez-vous (Note/10).

Organisation de l'entreprise (Note/10).

Qualifications/Certifications (Note/5).

Mémoire technique (Note/5).



AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE BEAULIEU



Par arrêté n° A2017-251, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, **du lundi 30 octobre 2017 au lundi 13 novembre 2017 inclus** (soit 15 jours consécutifs), portant sur le projet de révision allégée n° 2 du PLU afin de réduire de manière très mesurée la zone naturelle (N) pour intégrer à la zone urbaine (U) un îlot de parcelles bâties en continuité du village et modifier à la marge l'emprise constructible de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Renard.

À la suite de la demande d'examen au cas par cas du projet de révision allégée sollicitée le 16 décembre 2016 conformément au Code de l'Urbanisme, la mission régionale d'autorité environnementale a considéré que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

Par décision n° E17000153/34 en date du 04 septembre 2017, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Bernard COMMANDRE, ingénieur des TPE, retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Claude ROUVIERE, ingénieur, retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER). **Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet à la Mairie de Beaulieu (les lundis et mardis de 10h à 12h et de 14h à 18h30 ; les jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h à 18h30 et les mercredis de 10h à 12h), et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (du lundi au vendredi de 8h à 18h).** Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h. Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le Commissaire Enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : "M. le Commissaire Enquêteur - projet de révision allégée n° 2 du PLU de Beaulieu Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 34961 MONTPELLIER cedex 2" ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : beaulieuRA2@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Beaulieu le mardi 31 octobre 2017 de 14h à 17h, le vendredi 10 novembre 2017 de 9h à 12h et le lundi 13 novembre 2017 de 14h à 17h.

La personne responsable du projet de révision allégée n° 2 du PLU de la Commune de Beaulieu est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de révision allégée auprès de M. Gaël BADET (g.badet@montpellier3m.fr / 04 67 13 60 24) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole, Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2.

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Beaulieu, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

À l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n° 2 du PLU de Beaulieu, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

laGazette-legales.fr

Des solutions de
publication et
de dématérialisation
sur mesure
pour vos marchés
publics

Pour tout renseignement :
annonceslegales@gazettedemontpellier.fr
04 67 06 77 77

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte SSP en date du 04/09/2017, il a été constitué une société :

Forme : SAS - **Dénomination** : INTELLECT - **Siège social** : 118, rue des Famagoustes - 34000 MONTPELLIER.
Objet social : Formation - **Durée** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de MONTPELLIER.
Capital : 100 euros - **Président** : M. Jean-Luc BRACHET demeurant 118, rue de Famagouste - 34000 MONTPELLIER - **Directeur Général** : M. Mustapha NEDROMI demeurant 1, rue Rougier de Mirepoix - 34070 MONTPELLIER
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. **Cession des actions** : Soumise à l'agrément des autres actionnaires.

Aux termes d'un acte du 12/09/2017, il a été constitué une société : **Forme** : SASU. **Dénomination sociale** : SURICATEFILMS - **Capital** : 10 000 euros **Siège social** : 22, rue Chaptal - 34000 MONTPELLIER - **Objet social** : La production audiovisuelle (long métrage, court métrage, reportage, film d'entreprise et institutionnel - **Durée** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de MONTPELLIER - **Président** : M. Philippe VU demeurant 22, rue Chaptal - 34000 MONTPELLIER - **Admission aux assemblées et droit de vote** : Seul l'associé unique a le droit d'assister aux assemblées et de participer aux délibérations - **Cession de parts** : La cession des actions par l'actionnaire unique est libre.

BOISSERON TRANSPORTS

SARL en liquidation
au capital de 15 244,90 euros
Siège social : Quartier Las Devèzes
34160 BOISSERON (Hérault)
380 266 692 RCS MONTPELLIER

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AG par une décision en date du 31 août 2017, après avoir entendu le rapport de Madame Adeline MOUGENOT demeurant à BOISSERON (Hérault) Quartier Las Devèzes, liquidatrice, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus à la liquidatrice et déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, la Liquidatrice

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte SSP en date du 18/09/2017 il a été constitué une SAS : CRÉA34 au capital de 100 euros. **Siège social** : 78 rue Eurydice 34000 MONTPELLIER. **Objet** : Restauration de type fast food sur place, à emporter et en livraison. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MONTPELLIER. **Président** : M. Mohamed Amine BENALI demeurant 21 avenue Guilhem de Poitiers 34080 MONTPELLIER nommé pour une durée indéterminée. **Admission aux assemblées et droit de vote** : tout actionnaire est convoqué aux Assemblées, chaque action donne droit à une voix. **Cession des actions** : les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la société.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 août 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SARL.
Dénomination sociale : MULTI-PRINT.
Capital : 10 000 euros.
Siège social : 1280 avenue des Platanes - Future Building 1 - 34970 LATTES.
Objet social : Achat, vente, location, réparation, maintenance de matériels de bureautique.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
Gérant : M. KACHOURI-SILVA Anthony demeurant à MÈZE (34140) 3 impasse Guerre.
Immatriculation : au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, la Gérance

PIECES AUTO CELLENEUVE

SARL au capital de 500 euros
Siège social : 24, route de Lodève
34080 MONTPELLIER
RCS MONTPELLIER : 811 488 626

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une AGE en date du 1er juillet 2017, les associés ont décidé de transférer à compter du 1er juillet 2017 le siège social au 53 route de Lodève 34080 MONTPELLIER.
Mention sera portée au RCS de Montpellier.

Pour avis, le Gérant M. QAIS

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 septembre 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SI CLOUD.
FORME : SASU.
SIÈGE SOCIAL : 912, rue de La Croix Verte - Parc Euromédecine 34090 MONTPELLIER (Hérault).
OBJET SOCIAL : la prestation de services dans le secteur informatique, web et connexe ; toutes activités de data center, hébergement, infogérance, support client ; l'achat, la vente, la location de tous matériel informatique et supports connexes ; le traitement de données informatisées et d'une façon générale toutes activités connexes.
DURÉE : 99 ans.
CAPITAL : 10 000 euros.
PRÉSIDENT : M. Cédric BATHELET demeurant 934 rue François RANCHIN Apt 22 - GRABELS (Hérault).
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents et représentés.
CESSION DE PARTS : en cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions à des tiers seront soumises à l'agrément des associés.
IMMATRICULATION : au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Pour avis, Le Représentant Légal

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 18/09/2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SASU.
Dénomination sociale : YLG.
Capital : 1 000 euros.
Siège social : 52, avenue de Toulouse - 34070 MONTPELLIER
Objet social : la création, l'acquisition, l'exploitation, la vente de tous fonds de commerce de restaurant, snack-bar, livraison à domicile, café, vente de boissons et spiritueux de toute nature, glacier.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
Président : M. CHERRIET Annis demeurant 2600, boulevard Paul Valéry 34000 MONTPELLIER .
Directeur général : M. CHERRIET Slim demeurant au 2600 boulevard Paul Valéry 34070 MONTPELLIER.
Admission aux assemblées et droit de vote : Seul l'associé unique a le droit d'assister aux assemblées et de participer aux délibérations.
Cession de parts : La cession des actions par l'actionnaire unique est libre.
Immatriculation : au RCS de MONTPELLIER

Pour avis, le Président

TOUT TRAVAUX AGRICOLES

EUURL au capital de 3 500 euros
Siège social : 104 impasse des Hêtres
34400 LUNEL
RCS MONTPELLIER : 750 584 724

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Lors de l'AG du 01/09/2017, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/08/2017. M. BOURAKBA HASSANE demeurant 16 rue de Bone 34500 BÉZIERS est nommé liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être transmis. Dépôt au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, le Liquidateur

SAS NHM

Société par actions simplifiée à associé unique
au capital de 1 000 euros
Siège social : 3, place François Mitterrand
34830 JACOU
RCS MONTPELLIER : 827 897 992

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 14/08/2017, les associés ont décidé de transférer à compter du 14/08/2017 le siège social au : Apt 19 - Résidence Les Cistes - 9 rue Max Rouquette - 34830 JACOU.
Mention sera portée au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis

IMMO-LOGGER, SARL au capital de 10 euros, Siège social : 287 chemin de la Grande Draille, 34400 SAINT-NAZAIRE-DE-PÉZAN. 531 593 705 RCS de Montpellier - L'AGE du 10/09/2017 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. AMARDEILH Thibaut, demeurant 119 chemin de la Cave, 34400 SAINT-NAZAIRE-DE-PÉZAN pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Radiation au RCS de Montpellier.



WALTER ET GARANCE
Société d'Avocats inscrite au Barreau de Tours
1 rue du Pont Volant - BP 90406
37304 JOUE-LES-TOURS cedex

AUDIOLAB

Société à Responsabilité Limitée au capital de 8 000 euros
Siège social : 43 quai du Verdanson - 34000 MONTPELLIER
R.C.S. MONTPELLIER 441 167 848

Aux termes de l'Assemblée Générale Mixte du 31-08-2017, il a été pris acte de la démission de Monsieur Sébastien DUCOURTIEUX en sa qualité de gérant, à compter du même jour à 23 heures 59 et a été décidé de nommer en son remplacement à compter du 01-09-2017 Monsieur Benoît ROY, demeurant à MONTLOUIS SUR LOIRE (Indre et Loire) 30 rue des Hauts de Loire.

Pour avis



AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 septembre 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : COCO RICO.
FORME : SAS.
SIÈGE SOCIAL : 520 avenue Konrad Adenauer 34170 CASTELNAU-LE-LEZ.
OBJET SOCIAL : Restauration traditionnelle sur place et à emporter ; débit de boissons.
DURÉE : 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
CAPITAL : 1 000 euros.
PRÉSIDENT : Monsieur Stéphane AIELLO demeurant 8 rue des Gelinottes à MONTPELLIER (34090).
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Cyril FERAUD demeurant 1 rue de l'Aiguillerie à MONTPELLIER (34000).
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales, personnellement, par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.
CESSION DE PARTS : Soumise à l'agrément des autres actionnaires.
IMMATRICULATION : au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Pour avis, le Représentant Légal



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS DIVERS VRD

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
MAIRIE DE VAILHAUQUÈS
M. Hussam AL MALLAK - MAIRE
9 place de la Mairie - 34570 VAILHAUQUÈS
Tél. : 04 67 84 40 70.

L'avis implique un marché public.

OBJET : Travaux d'aménagements divers VRD.

Procédure : Procédure adaptée.
Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
• 40 % : Valeur technique de l'offre.
• 60 % : Prix.

REMISE DES OFFRES : 25 octobre 2017 à 18h00 au plus tard.

ENVOI À LA PUBLICATION : le 04 octobre 2017.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.lagazette-legales.fr>



AVIS INFRUCTUEUX

CONSTRUCTION DE 10 MAISONS INDIVIDUELLES GROUPÉES
LE JARDIN PARTAGÉ - QUARTIER FIGUEROLLES À MONTPELLIER

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
Mme Claudine FRÈCHE - Directrice Générale.
407, avenue du Professeur E. Antonelli - CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3.
Tél. : 04 99 52 75 00.
Mél : smarches@acmhabitat.fr
Web : http://www.acmhabitat.fr

OBJET : Construction de 10 maisons individuelles groupées - LE JARDIN PARTAGÉ - Quartier Figuerolles à Montpellier.

Référence acheteur : 2017-066.
Nature du marché : Travaux.
Procédure adaptée.

ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

LOT N° 1 - Gros-œuvre
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 2 - Étanchéité
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 3 - Charpente ossature bois
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 4 - Menuiseries extérieures - occultations
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 5 - Menuiseries intérieures
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 6 - Serrurerie
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 7 - Cloisons - Isolation
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 8 - Revêtements de sols
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 9 - Peinture
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 10 - Électricité
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 11 - Plomberie - VMC - Chauffage
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 12 - Revêtements de façades
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 13 - Portes de garages
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
LOT N° 14 - Terrassement - VRD.
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.

ENVOI À LA PUBLICATION : le 06 octobre 2017.

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur <http://marches-publics.acmhabitat.fr>

BOISSERON TRANSPORTS

SARL en liquidation au capital de 15 244,90 euros
Siège social : Quartier Las Devèzes
34160 BOISSERON (Hérault)
380 266 692 RCS MONTPELLIER

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Les associés ont décidé aux termes d'une délibération en date du 31 août 2017 la dissolution anticipée de la société à compter du 31 août 2017 suivie de sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires.
- A été nommée comme liquidatrice : Madame Adeline MOUGENOT, demeurant à BOISSERON (Hérault) Quartier Las Devèzes, à qui ont été conférés les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et apurer le passif.
- Le siège de la liquidation est fixé au siège social à BOISSERON (Hérault) Quartier Las Devèzes. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
- Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au GTC de MONTPELLIER.

Pour avis, le Liquidateur

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Par une AGE en date du 01 octobre 2017, l'associé unique de la société O'tacos Gourmet, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège est au 9 place de la Victoire 34500 BÉZIERS, Siren N° 811 252 840 RCS BÉZIERS a décidé de prononcer la dissolution anticipée de la société le 01 octobre 2017. Est nommé liquidateur à compter du 01 octobre 2017, Monsieur Mohamed BENIAKHOU, demeurant 12 rue du Calitor - 34500 BÉZIERS.
Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société.
Dépôt au RCS de BÉZIERS.

Pour avis



AVIS D'ATTRIBUTION

CONSTRUCTION D'UN "FOYER JEUNES TRAVAILLEURS"
DE 110 LOGEMENTS - ZAC ODE 2 - PÉROLS

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
Mme Claudine FRÈCHE - Directrice Générale.
407, avenue du Professeur E. Antonelli - CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3.
Tél. : 04 99 52 75 00.
Mél : smarches@acmhabitat.fr
Web : http://www.acmhabitat.fr

OBJET : Construction d'un "FOYER JEUNES TRAVAILLEURS" de 110 logements - ZAC Ode 2 - Pérols.

Référence acheteur : 2017-039.
Nature du marché : Travaux.
Procédure ouverte.
Classification CPV :
Principale : 45211000 - Travaux de construction d'immeubles collectifs et de maisons individuelles.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
• 70 % : Prix.
• 30 % : Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du Récapitulatif de l'Offre Technique (ROT).

Date d'envoi de l'avis de publicité initial au JOUE et au BOAMP :
24 mai 2017.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Montpellier
6, rue Pitot
34063 MONTPELLIER cedex.
Tél. : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10.
greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Référé précontractuel : avant la conclusion du marché (article L 551-1 du Code de Justice Administrative).
Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative).
Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.
Référé contractuel : dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

Valeur totale du marché (hors TVA) : 3 818 512,66 euros.

LOT N° 1 - TERRASSEMENT - VRD

Nombre d'offres reçues : 4.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0149-3097.
SAS ESPACES VERTS DU MIDI - RN 113 - Pont de Lunel - 34400 LUNEL.
Montant HT : 100 456,37 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 2 - GROS-OEUVRE

Nombre d'offres reçues : 6.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0150-3097.
SEA CONSTRUCTION - 15, rue du Garissou - 34500 BÉZIERS.
Montant HT : 1 469 842,57 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 3 - ÉTANCHÉITÉ

Nombre d'offres reçues : 4.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0151-3097.
URBACO - 472, rue de la Jasse de Maurin - 34070 MONTPELLIER.
Montant HT : 90 913,60 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 4 - ISOLATION THERMIQUE EXTÉRIEURE

Nombre d'offres reçues : 7.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0152-3097
GROUP MILLENIUM - ZAE Via Europa - 5, rue Stockholm - 34350 VENDRES.
Montant HT : 196 018,84 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 5 - MENUISERIES EXTÉRIEURES ALU BOIS - OCCULTATIONS

Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.

LOT N° 6 - MÉTALLERIE

Nombre d'offres reçues : 3.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0153-3097.
SONZOGNI PIERRE - ZAE le Monestié - 34760 BOUJAN-SUR-LIBRON.
Montant HT : 125 532,94 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 7 - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS

Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.

LOT N° 8 - MENUISERIES INTÉRIEURES

Nombre d'offres reçues : 5.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0154-3097.
VCS - 66, rue Romain Roussel - 30100 ALÈS.
Montant HT : 122 344,70 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 9 - AMÉNAGEMENTS DES CHAMBRES.

Nombre d'offres reçues : 1.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0155-3097.
EUREQUIP - 722 Fg d'Arras - 59552 LAMBRES-LEZ-DOUAI.
Montant HT : 155 450,60 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 10 - REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCES

Nombre d'offres reçues : 2.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0156-3097.
SARL GARCIA ET FILS - 48, rue Joe Dassin - 34080 MONTPELLIER.
Montant HT : 271 844,38 Euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 11 - PEINTURE

Nombre d'offres reçues : 5.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0157-3097.
GROUP MILLENIUM - ZAE Via Europa - 5, rue Stockholm - 34350 VENDRES.
Montant HT : 78 626,89 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 12 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE

Nombre d'offres reçues : 3.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0158-3097.
SANITHERMIC - PARC D'ACTIVITÉS VIA DOMTIA
70, avenue des Cocardières - 34160 CASTRIES.
Montant HT : 620 579,45 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 13 - ÉLECTRICITÉ

Nombre d'offres reçues : 5.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0159-3097.
YLIOS - 78, avenue du Mistral - ZI des Paluds - 13400 AUBAGNE.
Montant HT : 425 363,57 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

LOT N° 14 - ASCENSEURS

Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.

LOT N° 15 - GABIONS

Nombre d'offres reçues : 4.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0160-3097.
SAS ESPACES VERTS DU MIDI - RN 113 - PONT DE LUNEL - 34400 LUNEL.
Montant HT : 85 701,83 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.
LOT N° 16 - FLOCAGE
Nombre d'offres reçues : 1.
Date d'attribution : 18 septembre 2017.
Marché n° : 17-0161-3097.
MOHR BELET ISOLATION - 385, rue Alfred Nobel - 34000 MONTPELLIER.
Montant HT : 22 853,00 euros.
Le titulaire est une PME : OUI.
Sous-traitance : non.

ENVOI À LA PUBLICATION : le 09 octobre 2017.

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur <http://marches-publics.acmhabitat.fr>



Avis d'enquêtes publiques, avis de concertation préalable,
avis de modification du PLU...

Donnez-leur un maximum de visibilité : publiez-les sur l'hebdomadaire d'information N°1 du département.
Simplifiez-vous la vie : réactivité à vos demandes de renseignements ou de devis. Envoi gratuit, par courrier, d'un ou plusieurs exemplaires du journal, à sa parution.
Pour toute transmission du texte de l'avis avant le mardi 14h, publication le jeudi.

SERVICE ANNONCES LÉGALES

La Gazette de Montpellier
13 place de la Comédie - CS 39530 - 34960 Montpellier cedex 2
Stéphane Aventurier, Asmaa Raki **04 67 06 77 77**
annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

La Gazette de Nîmes
11 rue Régale - 30000 Nîmes
Marie-Laure Boyer **04 66 58 77 77**
annonceslegales@gazettedenimes.fr



NOM, ADRESSES DU POUVOIR ADJUDICATEUR :
Nom officiel : Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier.
Adresse postale : Étoile Richter - 45, place Ernest-Gravier - CS 29502 34960 MONTPELLIER cedex 2.
Point(s) de contact : Joris VALAT, Responsable d'Opération
Tél. : 04 67 13 63 36 - Fax : 04 67 13 63 57.
Courriel : ao-acconierssud@sa3m.fr
Adresse générale du pouvoir adjudicateur (URL) :
<http://www.serm-montpellier.fr/>
Adresse de la plateforme de dématérialisation : <https://www.achatpublic.com/>
Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires et auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenus : adresse susmentionnée.
Type de pouvoir adjudicateur : autre - société publique locale.
Activité : autre - aménagement.
Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : oui.

OBJET DU MARCHÉ :
Intitulé : Accord-cadre de maîtrise d'œuvre urbaine pour le projet d'aménagement du Secteur ACCONIER SUD à Montpellier.
Type de marché : services - **catégorie de services n° :** 12.
Lieu d'exécution des prestations : Secteur des Acconiers Sud - rue des Acconiers - 34000 Montpellier.
Description succincte du marché ou de l'achat/des achats : Accord-cadre mono-attributaire portant sur les prestations des services d'Urbaniste et Paysagiste, au nombre desquels figurent notamment les missions et éléments de missions suivants :
Phase 1 :
Mission 1 : Définition du parti d'aménagement - Plan Guide.
Phase 2 :
Mission 2 - Mise à jour du plan Guide.
Mission 2.1 - Mise à jour partielle du plan guide.
Mission 2.2 - Mise à jour complète du plan guide pour intégration d'un lot complexe.
Mission 2.3 - Mise à jour complète du plan guide.
Mission 3 - Assistance à la concertation sur le projet urbain.
Mission 4 - Maquette du projet.
Mission 4.1 - Réalisation d'une maquette 1/500ème.
Mission 4.2 - Assistance à l'élaboration d'une maquette
Mission 4.3 - Assistance à l'élaboration d'une maquette 3D.
Mission 5 - Dossier réglementaire à intégrer au PLU.
Mission 6 - Document de synthèse de présentation du projet.
Mission 7 - Cahier des prescriptions architecturales, urbaines et paysagères.
Mission 8 - Élaboration du dossier de création (8a) et du dossier de réalisation (8b) de la ZAC.
Mission 9 - Interventions ponctuelles.
Mission 9.1 - Intervention ponctuelle en coordination d'une problématique de composition urbaine à l'échelle d'un lot complexe.
Mission 9.2 - Intervention ponctuelle en accompagnement du maître d'ouvrage pour la faisabilité d'un équipement particulier.
Mission 10 - Mission d'architecte urbaniste coordonnateur.
Mission 11 - Assistance au Maître d'Ouvrage.
Mission 11.1 - Assistance au Maître d'Ouvrage sur le suivi de conception de l'espace public.
Mission 11.2 - Assistance au Maître d'Ouvrage, participation jury.
Mission 11.3 - Assistance au Maître d'Ouvrage, coordination générale des maîtrises d'œuvre par lot complexe.
Mission 11.4 - Assistance au Maître d'Ouvrage sur le suivi développement durable.
Mission 12 - Étude de faisabilité pour des îlots particuliers.
L'accord-cadre sera conclu avec un montant minimum et un montant maximum.

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE

MAÎTRISE D'ŒUVRE URBAINE POUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR ACCONIER SUD À MONTPELLIER

Le montant minimum correspondra à l'offre de prix forfaitaire pour l'exécution de la mission 1 : Définition du parti d'aménagement - Plan Guide. Le montant maximum est fixé par le pouvoir adjudicateur à 200 000 euros HT (deux cent mille euros hors taxes).
Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui.
Division en lots : non. **Des variantes seront prises en considération :** non.
Durée du marché ou délais d'exécution : 7 ans à compter de la notification de l'accord-cadre.
Quantité ou étendue du marché :
Date prévisionnelle du début d'exécution de la mission n° 1 : Décembre 2017.
Reconduction : non.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :
Situation juridique. Renseignement à produire :
• **Lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat individuel ou, en cas de cotraitance, le mandataire et chacun des autres membres du groupement. La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat individuel ni, en cas de cotraitance, par le mandataire ou chacun des membres du groupement. Cependant, en cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra produire, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par chacun des autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ;
• **Déclaration sur l'honneur** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance susvisée du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L1512-1 à L1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
• **Capacité économique et financière.** Renseignements à produire : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au plus sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur ;
• **Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle** en cours de validité (c'est-à-dire justifiant du paiement de la prime ou cotisation d'assurance pour la période d'assurance en cours).
Capacités techniques et professionnelles. Renseignements à produire :
• Liste des principaux services pertinents prestés au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le candidat est invité à ne présenter que ses références les plus pertinentes eu égard à l'objet, au périmètre et à la complexité du marché public. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Le pouvoir adjudicateur indique que les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois (3) ans seront pris en compte ;
• Indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou de(s) cadres de l'entreprise, notamment de(s) responsables de la prestation de services de même nature que ceux faisant l'objet du marché public ;
• Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
• Description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.



Niveau minimal de capacité technique et professionnelle exigé : le candidat ou, en cas de cotraitance, le groupement candidat, envisagé globalement, doit, par les pièces produites à l'appui de sa candidature, justifier disposer, au moins, des compétences techniques suivantes, dans le domaine des projets d'aménagement et/ou de renouvellement urbain :
• Architecte en chef et urbaniste (études urbanistiques et architecturales d'aménagement urbain),
• Paysagiste (études d'aménagement paysager).

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : oui.

PROCÉDURE :
Type de procédure : procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation (article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015).
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.
Renseignements d'ordre administratif :
Numéro attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : 2943.
Publication antérieure : néant.
Condition d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :
Documents payants : non.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 27 octobre 2017 à 12h00.

Langue pouvant être utilisée dans l'offre : français. Unité monétaire : euros.
Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :
Marché périodique : non.
Le marché s'inscrit dans un projet / programme financé par des fonds européens : non.
Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé dans son intégralité sur le profil acheteur : www.achatpublic.com - espace entreprise - accédez à la salle des marchés puis renseigner la rubrique "référence de la consultation" : 2943 - ou en suivant le lien :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2017_jUR1fKMmY_

La remise des candidatures et offres par voie dématérialisée est autorisée.

PROCÉDURES DE RECOURS :
Instance chargée des procédures de recours :
Nom officiel : Tribunal Administratif de Montpellier
Adresse postale : 6, rue Pitot
Code postal : 34063
Ville : MONTPELLIER cedex 2.
Tél. : 04 67 54 81 00.
Fax : 04 67 54 81 56.
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours : cf. ci-dessus.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 03 octobre 2017.



Augmentation de capital,
création d'entreprise,
transfert de siège social...
Accélérez vos formalités et
simplifiez-vous la vie.

Envoi de l'attestation d'insertion dans la journée par email (ou par fax)
Réactivité à vos demandes de renseignements ou de devis
Mise en forme vous offrant systématiquement le tarif le plus bas
Envoi gratuit, par courrier, d'un exemplaire du journal à sa parution.

SERVICE ANNONCES LÉGALES

La Gazette de Montpellier
13 place de la Comédie - CS 39530 - 34960 Montpellier cedex 2
Stéphane Aventurier, Asmaa Raki **04 67 06 77 77** annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

La Gazette de Nîmes
11 rue Régale - 30000 Nîmes
Marie-Laure Boyer **04 66 58 77 77** annonceslegales@gazettedenimes.fr

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte SSP en date du 25/09/2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : EURL.
Dénomination sociale : A.G.M.
Capital : 1 000 euros.
Siège social : 62 bis, rue de l'Industrie - 34110 FRONTIGNAN.
Objet social : Maçonnerie générale, rénovation et terrassement.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MONTPELLIER.
Gérant : M. Mustapha AKHARCHAM demeurant 62 bis, rue de l'Industrie 34110 FRONTIGNAN.

Pour avis, la Gérance



AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET À LA CESSIBILITÉ DES IMMEUBLES BÂTIS OU NON BÂTIS NÉCESSAIRES AU PROJET DU DÉPARTEMENT DE L'HERAULT RELATIF À LA RD 11/RÉAMÉNAGEMENT DE LA SECTION COURANTE ENTRE MONTADY ET CAPESTANG ET DU CARREFOUR DE POILHES, SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CAPESTANG ET DE MONTADY

RAPPEL

En vue de la réalisation de ce projet d'aménagement, une enquête publique conjointe se déroulera du **lundi 9 octobre 2017 (9h00) au vendredi 10 novembre 2017 (17h30)**, soit pendant 33 jours consécutifs.

M. **Olivier FORICHON**, journaliste, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le responsable technique du projet au Département de l'Hérault, maître d'ouvrage, auprès duquel des renseignements peuvent être demandés, est **Mme Françoise BERTET**, Pôle Routes et Transports, Direction territoriale Piémont Bittois, Service grands travaux, 173 avenue du Maréchal Foch, 34501 BÉZIERS cedex 1.
Téléphone : 04 67 67 48 06, courriel : fbertet@herault.fr

La Mairie de Montady est désignée comme siège de l'enquête.
Les pièces du dossier d'enquête conjointe comprenant le dossier de déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, ainsi que les registres d'enquête seront déposés et pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture en mairies de Capestang et de Montady (**En mairie de Capestang : le lundi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, du mardi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, puis à titre exceptionnel le lundi 9 octobre 2017 de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 19h00, (En mairie de Montady : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00).**

Le public pourra prendre connaissance, pendant toute la durée de l'enquête, du dossier d'enquête conjointe en mairies de Capestang et de Montady aux jours et heures habituels d'ouverture (ci-dessus mentionnés) et pourra consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, ou les adresser avant la clôture de l'enquête, par écrit au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

M. **Olivier FORICHON**, Commissaire enquêteur,
Enquête publique conjointe RD 11 sur Capestang et Montady
Mairie de Montady - 3 avenue des Platanes - 34310 MONTADY

Le commissaire enquêteur pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la demande, dûment motivée.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur recevra en personne le public, en mairies de Capestang et de Montady lors de ses permanences aux dates et heures suivantes :

DATES ET LIEUX DES PERMANENCES	HORAIRES DES PERMANENCES
Lundi 9 octobre 2017 en mairie de Capestang	De 15h00 à 19h00
Lundi 16 octobre 2017 en mairie de Montady	De 9h00 à 12h00
Mercredi 25 octobre 2017 en mairie de Montady	De 14h00 à 18h00
Mercredi 8 novembre 2017 en mairie de Capestang	De 9h00 à 12h00

Il n'est pas prévu que le public communique ses observations par voie électronique

Le présent avis fera l'objet d'un affichage en mairies de Capestang et de Montady, éventuellement par tous autres procédés en usage. Il sera publié sur les sites Internet des services de l'État (www.herault.gouv.fr) et du Département de l'Hérault (<http://www.herault.fr/routes-transports>). Il sera aussi publié, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

En outre, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, en mairies de Capestang et de Montady ainsi qu'à la Préfecture de l'Hérault, sur rendez-vous, (Direction des relations avec les collectivités locales, Bureau de l'environnement) pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également publiés sur le site Internet des services de l'État (www.herault.gouv.fr).

À l'issue de l'enquête publique conjointe, il appartiendra au Préfet de prendre une décision favorable ou pas et de prononcer, le cas échéant, par voie d'arrêté, la Déclaration d'Utilité Publique du projet relatif à la RD 11/Réaménagement de la section courante entre Montady et Capestang et du carrefour de Poilhes, sur le territoire des communes de Capestang et de Montady, et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à sa réalisation, au profit du Département de l'Hérault.



Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
SUR LA DEMANDE FORMULÉE PAR LA SOCIÉTÉ PITCH PROMOTION SNC, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST À PARIS - 75008
6 RUE DE PENTHIÈVRE, EN VUE D'ÊTRE AUTORISÉE À EXPLOITER UN ENTREPÔT LOGISTIQUE SITUÉ ZAC DE LA MÉRIDIENNE À BEZIERS (34500), RELEVANT DE LA RUBRIQUE N° 1510-1 (ENTREPÔTS COUVERTS (STOCKAGE DE MATIÈRES OU PRODUITS COMBUSTIBLES EN QUANTITÉ SUPÉRIEURE À 500 TONNES), À L'EXCLUSION DES DÉPÔTS UTILISÉS AU STOCKAGE DE CATÉGORIES DE MATIÈRES, PRODUITS OU SUBSTANCES RELEVANT PAR AILLEURS DE LA PRÉSENTE NOMENCLATURE, DES BÂTIMENTS DESTINÉS EXCLUSIVEMENT AU REMISAGE DE VÉHICULES À MOTEUR ET DE LEUR REMORQUE, DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC, ET DES ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES), LE VOLUME DES ENTREPÔTS ÉTANT SUPÉRIEUR OU ÉGAL À 300 000 M3) DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPEL

Cette demande sera soumise à une enquête publique d'une durée de 31 jours, du mercredi 11 octobre 2017 à 8 heures au vendredi 10 novembre 2017 à 17 heures. Monsieur Jean BERNARD-CHATELOT, Trésorier Payeur Général, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.
Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est M. Frédéric DEFAY - Tél. : 01 42 68 33 33.
Les communes comprises dans le périmètre d'affichage de 2 km autour de l'installation sont : Béziers, Cers, Villeneuve-Lès-Béziers. Le dossier soumis à enquête (qui comprend l'étude d'impact réglementaire et l'avis de l'Autorité Environnementale) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de BÉZIERS, commune d'implantation de l'installation et siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête publique :

- Le dossier sera consultable à la mairie de Béziers, Caserne Saint-Jacques, avenue de la Marne, Service Hygiène Environnement aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.
- Il sera également consultable sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault : www.herault.gouv.fr/publications/Consultation-du-public/ICPE.
- Il sera par ailleurs accessible depuis un poste informatique mis gratuitement à la disposition du public au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Hérault, sur rendez-vous au 04 67 61 61 39, du lundi au vendredi, de 9h 30 à 12h et de 14h à 16h.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'Environnement.

Les personnes intéressées pourront consigner si elles le souhaitent leurs observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête déposé à la mairie. Elles pourront également les adresser au commissaire-enquêteur : par voie postale à la mairie de Béziers 34500, ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/entrepot-pitch-beziers>, du mercredi 11 octobre 2017, 8 heures au vendredi 10 novembre 2017, 17 heures. Les pièces jointes aux courriels ne sont pas admises.

Le Commissaire enquêteur accueillera le public et recevra les observations, propositions ou contre-propositions aux dates et lieux suivants :

BÉZIERS, Caserne Saint-Jacques	- mercredi 11 octobre 2017	- de 9h à 12h
	- vendredi 20 octobre 2017	- de 14h à 17h
	- vendredi 10 novembre 2017	- de 14h à 17h

Le commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

Toute personne pourra prendre connaissance à la mairie de BÉZIERS, commune d'implantation du projet, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement et sur le site internet des services de l'État www.herault.gouv.fr/publications/Consultation-du-public/ICPE pendant un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.



MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE TROIS EMPRISES RUE DU GRAND SAINT-JEAN À MONTPELLIER

Par décision métropolitaine n° D 2017-395 en date du 12 Juillet 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le principe du recours à une enquête publique permettant le déclassement du domaine public de trois emprises situées rue du Grand Saint-Jean à Montpellier.

Par arrêté métropolitain n° A 2017-242 en date du 26 septembre 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Patricia LHERMET, architecte urbaniste, en qualité de commissaire enquêteur.

L'enquête publique sera réalisée en mairie de Montpellier (Hôtel de Ville) place Georges Frêche à Montpellier, ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier, siège de l'enquête, du jeudi 02 novembre 2017 au vendredi 17 novembre 2017 inclus, soit une durée de 16 jours consécutifs.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet, aux heures d'ouverture des bureaux de la mairie de Montpellier et au siège de la Métropole.

Madame le commissaire enquêteur recevra les observations du public en mairie de Montpellier :
- Mardi 07 novembre de 9h00 à 12h00.
- Vendredi 17 novembre de 14h00 à 17h00.

Les observations peuvent également être adressées par écrit à "Madame le Commissaire Enquêteur - Montpellier Méditerranée Métropole - DFAO service Domanialité Publique - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2".

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos, paraphés et signés par Madame le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Acte sous seing privé en date du 12/09/2017 :
Forme : société civile immobilière (SCI)
Dénomination sociale : SCI CGSD
Objet social : location de tous biens mobiliers et immobiliers construits, à construire ou en cours de construction, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit ; l'acquisition de tous biens mobiliers et immobiliers construits, à construire ou en cours de construction, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit ; la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, la gestion par location ou autrement desdits biens acquis ; l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet social ainsi que l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet social et susceptibles d'en favoriser le développement.
Siège social : 104, rue Ali Ben Chekhal - Résidence Jardins de Lavalette Bâtiment A 34090 MONTPELLIER.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S de BÉZIERS.
Capital social : 1 000 euros divisé en 100 parts sociales de 10 euros.
Gérance : Christophe DALIAS 104 rue Ali Ben Chekhal Rés. Jardins de Lavalette Bât. A 34090 MONTPELLIER et M. Gilles SOLAGES 4 avenue du Professeur Amédée Borrel 34370 CAZOULS-LÈS-BÉZIERS.
Cessions de parts sociales : les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un Associé. Toute cession à un tiers de la société est soumise au préalable à agrément de la collectivité des Associés réunis en Assemblée Générale.

Augmentation de capital,
création d'entreprise,
transfert de siège social...
Accélérez vos formalités et
simplifiez-vous la vie.

Envoi de l'attestation d'insertion dans la journée par email (ou par fax)
Réactivité à vos demandes de renseignements ou de devis
Mise en forme vous offrant systématiquement le tarif le plus bas
Envoi gratuit, par courrier, d'un exemplaire du journal à sa parution.

SERVICE ANNONCES LÉGALES

La Gazette de Montpellier
13 place de la Comédie - CS 39530 - 34960 Montpellier cedex 2
Stéphane Aventurier, Asmaïa Raki **04 67 06 77 77** annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

La Gazette de Nîmes
11 rue Régale - 30000 Nîmes
Marie-Laure Boyer **04 66 58 77 77** annonceslegales@gazettedenimes.fr



PREFET DE L'HERAULT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PRÉALABLE À L'APPROBATION DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT
ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DES BASSINS DE L'ORB ET DU LIBRON



PREFET DE L'HERAULT

Dans le cadre de la procédure d'approbation du Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) des bassins versants de l'Orb et du Libron, le projet présenté par le Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL), maître d'ouvrage, est soumis à enquête publique qui se déroulera du **lundi 30 octobre 2017 à 9h00 au vendredi 8 décembre 2017 à 17h00** soit pendant 40 jours consécutifs.

Le Préfet de l'Hérault est le Préfet coordinateur de la présente enquête publique.

Les communes de l'Hérault concernées par le projet sont : Les-Aires, Assignan, Autignac, Avène, Babeau-Bouldoux, Bassan, Bédarieux, Berlou, Bessan, Béziers, Boujan-Sur-Libron, Le-Bousquet-D'orb, Cabrerolles, Cambon-Et-Salvergues, Camplong, Capestang, Carlencas-Et-Levas, Castanet-Le-Haut, Causses-Et-Veyran, Caussiniojols, Cazedarnes, Cazouls-Lès-Béziers, Cébazan, Ceilhes-Et-Rocozels, Cers, Cessenon-Sur-Orb, Colombières-Sur-Orb, Colombiers, Combes, Corneilhan, Courniou-Les-Grottes, Creissan, Cruzy, Dio-Et-Valquières, Espondeilhan, Faugères, Ferrières-Poussarou, Fouzilhon, Fraisse-Sur-Agoût, Gabian, Graissesac, Hérépian, Joncels, Lamalou-Les-Bains, Laurens, Lespignan, Lieuran-les-Béziers, Lignan-Sur-Orb, Lunas, Magalas, Maraussen, Maureilhan, Mons-La-Trivalle, Montady, Montblanc, Murviel-Lès-Béziers, Olargues, Pailhes, Pardailhan, Pèzènes-Les-Mines, Pierrerue, Portiragnes, Le-Poujol-Sur-Orb, Pradal, Prades-Sur-Vernazobres, Prémian, Puimisson, Puissalicon, Puisserguier, Quarante, Riols, Romiguières, Roquebrun, Roqueredonde, Rosis, Saint-Chinian, Saint-Étienne-D'Albagnan, Saint-Étienne-D'Estrechoux, Saint-Geniès-de-Varensal, Saint-Geniès-le-Bas, Saint-Gervais-Sur-Mare, Saint-Julien-D'Olargues, Saint-Martin-De-L'Arçon, Saint-Nazaire-De-Ladarez, Saint-Pons-De-Thomières, Saint-Vincent-D'Olargues, Sauvian, Sérignan, Servian, Taussac-La-Billière, Thézan-Lès-Béziers, La-Tour-Sur-Orb, Valras-Plage, Vendres, Vias, Viéussan, Villemagne-L'Argentière, Villeneuve-Lès-Béziers, Villespassans.

Les communes de l'Aveyron concernées par le projet sont :
Le Clapier, Cornus, Mélagues, Fondamente, Tauriac-De-Camarès.

Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal administratif de Montpellier pour conduire cette enquête est Monsieur Georges RIVIECCIO, Colonel de l'armée de terre retraité.

Le responsable du projet au Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL) auprès duquel des renseignements peuvent être demandés est M. Laurent RIPPET, Directeur du SMVOL (Téléphone 06 07 70 57 47 - Courriel laurent.rippert@vallees-orb-libron.fr).

LE DOSSIER D'ENQUÊTE :
Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment le projet du SAGE, une note de présentation, les modalités de la concertation préalable, le rapport d'évaluation environnementale, l'avis de l'Autorité environnementale et l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, ainsi que le registre d'enquête, seront déposés et consultables :

• Dans les lieux suivants :

LIEUX	HORAIRES D'OUVRETURE DES BUREAUX
Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL), Siège de l'enquête Domaine de Bayssan à BÉZIER	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Mairie de Le-Bousquet-D'Orb	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 et le samedi de 9h00 à 12h00
Mairie de Bédarieux	du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Mairie de Boujan Sur Libron	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
Mairie de Ceilhes-Et-Rocozels	du lundi au vendredi de 9h00 à 12h15
Mairie de Cessenon-Sur-Orb	du lundi au mercredi de 9h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00 ; le jeudi de 9h00 à 12h00 ; le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
Mairie de Laurens	du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Mairie de Lignan-Sur-Orb	du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Mairie de Olargues	les lundi, mercredi et vendredi de 9h00 à 12h00 ; les mardi et jeudi de 13h30 à 16h30
Mairie de Puisserguier	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Mairie de Saint-Chinian	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Mairie de Saint-Gervais-Sur-Mare	les lundi, mardi et mercredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 ; le jeudi de 9h30 à 12h00 ; le vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Mairie de Saint-Pons-De-Thomières	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h45 à 17h30
Mairie de Sérignan	du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le vendredi de 8h00 à 12h00
Mairie de Vias	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00

• sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant :
<http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

• sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant :
<https://www.democratie-active.fr/enquete-sage-vallees-orb-libron>

• sur un poste informatique mis à disposition du public, sur rendez-vous, en Préfecture de l'Hérault Bureau de l'environnement (téléphone : 04 67 61 61 61).

Les observations et propositions du public :
Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 30 octobre 2017 à 9h00 au vendredi 8 décembre 2017 à 17h00 :

- sur le registre d'enquête déposé au siège de l'enquête, au Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL) ;

- sur les registres d'enquête déposés dans les mairies de Le-Bousquet-D'orb, Bédarieux, Boujan-Sur-Libron, Ceilhes-Et-Rocozels, Cessenon-Sur-Orb, Laurens, Lignan-Sur-Orb, Olargues, Puisserguier, Saint-Chinian, Saint-Gervais-Sur-Mare, Saint-Pons-De-Thomières, Sérignan et Vias, suivant les horaires d'ouverture précités ;

- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante :

Monsieur Georges RIVIECCIO, commissaire enquêteur - "SAGE Orb Libron"
Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL)
Route de Vendres - Domaine de Bayssan
34500 BÉZIER

- par voie électronique sur le site internet comportant le registre dématérialisé :
<https://www.democratie-active.fr/enquete-sage-vallees-orb-libron>

Le commissaire enquêteur recevra, en personne, les observations et propositions du public aux dates, heures et lieux suivants :

LIEUX	DATES	HORAIRES
Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL), Siège de l'enquête	lundi 30 octobre 2017 vendredi 8 décembre 2017	de 14h00 à 17h00 de 14h00 à 17h00
Mairie de Le-Bousquet-D'orb	lundi 6 novembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Bédarieux	vendredi 10 novembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Boujan-Sur-Libron	vendredi 1er décembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Ceilhes-Et-Rocozels	lundi 6 novembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Cessenon-Sur-Orb	lundi 20 novembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Laurens	vendredi 1er décembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Lignan-Sur-Orb	lundi 27 novembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Olargues	mercredi 15 novembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Puisserguier	lundi 27 novembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Saint-Chinian	lundi 20 novembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Saint-Gervais-Sur-Mare	vendredi 10 novembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Saint-Pons-De-Thomières	mercredi 15 novembre 2017	de 14h00 à 17h00
Mairie de Sérignan	lundi 4 décembre 2017	de 9h00 à 12h00
Mairie de Vias	lundi 4 décembre 2017	de 14h00 à 17h00

Le commissaire enquêteur pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique à la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement), à la Préfecture de l'Aveyron, au Syndicat mixte des vallées de l'Orb et du Libron et dans les mairies de Le-Bousquet-D'orb, Bédarieux, Boujan-Sur-Libron, Ceilhes-Et-Rocozels, Cessenon-Sur-Orb, Laurens, Lignan-Sur-Orb, Olargues, Puisserguier, Saint-Chinian, Saint-Gervais-Sur-Mare, Saint-Pons-De-Thomières, Sérignan et Vias .

La décision prise par le Préfet de l'Hérault susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, est soit, l'approbation du Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) des bassins versants de l'Orb et du Libron, soit un refus.